

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

Colomiers, le 18 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS

Rue du Président Saragat
31800 ST GAUDENS

Références : CD/2022/641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS implanté Rue du Président Saragat 31800 ST GAUDENS. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte sur un incident survenu le 21 avril 2021, aux alentours de 20 heures, au niveau des installations de collecte et de clarification de la liqueur verte et ayant conduit à des rejets à l'atmosphère d'acide nitrique sur une très courte durée. Un résumé des éléments connus par l'inspection en charge des installations classées avant la visite, objet du présent rapport, est donné ci-dessous :

Lors du nettoyage chimique d'une tuyauterie de collecte de la liqueur verte, une fuite d'acide nitrique est survenue au niveau de la bride de connexion entre le collecteur liqueur verte et la tuyauterie flexible, installée par le prestataire en charge du nettoyage, sur le toit du clarificateur. L'opération d'acidage a été stoppée. Dans un premier temps, la bride fuyarde a été resserrée par l'entreprise extérieure. A la remise en circulation de l'acide nitrique, la tuyauterie flexible s'est totalement rompue au niveau du sertissage libérant de l'acide nitrique et créant un nuage orangé. L'opération a été de nouveau immédiatement arrêtée, la zone d'opération a été évacuée, la tuyauterie et le flexible ont été vidangées et rincées à l'eau.

La situation a été maîtrisée moins de 2 minutes après la fuite et le nuage s'est rapidement dissipé.

L'incident n'a pas eu d'impact sur les salariés de l'établissement ni sur les prestataires. Aucune conséquence environnementale n'a été identifiée.

Après l'incident, le prestataire a communiqué à la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS les conclusions de son analyse des causes de l'incident. Il ressort de celle-ci que la tuyauterie flexible impliquée lors de l'opération d'acidage appartenait à un lot de fabrication sur lequel des défauts ont été constatés.

La visite a visé à disposer d'un retour d'expérience à froid de l'incident du 21 avril 2021 et à permettre une meilleure compréhension de l'opération d'acidage impliquée dans l'incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS
- Rue du Président Saragat 31800 ST GAUDENS
- Code AIOT dans GUN : 0006802548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Le site produit, selon le procédé dit « Kraft », de la pâte à papier blanchie fabriquée à partir de bois feuillus et résineux.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale notamment pour la production de pâte à papier.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : rez-de-chaussée du bâtiment abritant la chaudière à liqueur noire (collecteur liqueur verte), clarificateur liqueur verte.

Lors de la visite, objet du présent rapport, le prestataire ayant réalisé l'opération d'acidage d'avril 2021 n'était pas présent sur le site. L'inspection n'a donc pas pu l'auditionner.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident survenu en avril 2021 au niveau du clarificateur lors de l'acidage d'un collecteur de liqueur verte.

Références réglementaires :

- Code de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Évaluation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'incident/d'accident	Code de l'environnement du 23/03/2022, article R. 512-69	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POI – schéma d’alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Organisation, formation (procédures d’urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d’urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Analyse de risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, il ressort que l'événement survenu le 21 avril 2021 n'a eu ni conséquence environnementale, ni conséquence sur le personnel, ni conséquences matérielles, ni conséquence économique sur la production. Il a impliqué une substance relevant de la directive SEVESO. Mais, les quantités d'acide nitrique rejetées à l'atmosphère ont été très en-deça des seuils SEVESO.

Le retour d'expérience de l'incident devra être pris en compte par l'exploitant dans le cadre du réexamen de son étude de dangers prévu avant fin juillet 2023.

Lors de la visite, l'inspection de l'environnement a constaté :

- 6 faits sans suites ;
- 2 faits susceptibles de suites, pour lesquels des actions correctives peuvent rapidement être engagées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration d'incident/d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/03/2022, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incident/accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats : Lors de la visite d'inspection, des précisions ont été apportées par l'exploitant par rapport aux informations données avant l'inspection (cf. partie 1 "Contexte" du présent rapport) :

- l'opération d'acidage, réalisée le 21 avril 2021, visait à éliminer un bouchon constitué de carbonate de sodium et de composés soufrés qui obstruait le collecteur de liqueur verte n° 2 ;
- la concentration de l'acide nitrique utilisé lors du nettoyage du collecteur était de l'ordre de 55 % ;
- le matériel qui a été utilisé (citerne d'acide nitrique de 20 m³, pompe à air comprimé, flexible) appartient au prestataire ;
- le flexible qui avait été installé par le prestataire avait pour fonction d'envoyer les effluents issus du nettoyage vers le bassin Nord (dédié à la collecte d'effluents pollués tels que ceux pouvant provenir des zones de dépotage de produits chimiques) ;
- la rupture franche du flexible s'est produite alors que le prestataire commençait à rincer à l'eau le collecteur de liqueur verte n° 2 pour intervenir sur la bride fuyarde ;
- une analyse du dysfonctionnement a été réalisée par le fournisseur du flexible. Celle-ci a conclu à un défaut de conception du raccord à bride du flexible. En effet, celui-ci était en acier et non en inox comme pourtant spécifié par le prestataire de FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS auprès du fournisseur. Le raccord a donc été détérioré par l'acide nitrique. Les contrôles réalisés par le fournisseur à la réception des raccords n'ont pas permis de détecter le défaut, l'échantillonnage des pièces reçues ayant été faible (6% des pièces fournies). Suite à l'incident, le prestataire de FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS a demandé à son fournisseur un contrôle à 100 % des pièces commandées. Lors de la visite, FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS a précisé avoir demandé à son prestataire la transmission des attestations de contrôle des flexibles prévus pour les opérations d'acidage.

Selon l'exploitant, la durée de rejet à l'atmosphère d'acide nitrique a été d'environ 2 minutes. Lors de la visite, l'exploitant a procédé à une évaluation de la quantité d'acide nitrique rejetée. Celle-ci a été estimée, de manière majorante, à environ 10 à 30 litres (volume d'acide nitrique contenu dans le flexible). L'inspection note que sur la base de cette estimation et en retenant une masse volumique de l'ordre de 1,4 kg/dm³ pour l'acide nitrique (données issues de fiches de données de sécurité), il peut être considéré que moins de 50 kg d'acide nitrique ont été rejetés. Cette quantité est très inférieure aux seuils de classement SEVESO associés à cette substance (seuil SEVESO bas et haut de rubrique n° 4130 de la nomenclature, fixés respectivement à 50 et 200 tonnes) et au critère retenu de 1% du seuil SEVESO Haut pour caractériser un accident.

Lors de la visite, l'inspection a pu auditionner un personnel de FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS présent sur le site lorsque l'incident s'est produit. De l'échange, il ressort que :

- le nuage d'acide nitrique a eu tendance à retomber vers le sol et s'est dissipé rapidement ;
- qu'une personne de la société extérieure était présente. C'est cette dernière qui a prévenu FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS de l'incident ;
- que le personnel, peu nombreux, présent dans la zone a été évacué par le contremaître de l'atelier régénération.

Compte tenu des éléments recueillis lors de la visite, et au regard du référentiel de traitement des accidents/incidents par l'inspection des installations classées, établi en 2020 par le ministère en charge de la Transition Écologique, l'inspection conclut que l'événement survenu le 21 avril 2021 est à considérer comme un incident et non un accident.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident répondant aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Il est également demandé à l'exploitant d'y associer une fiche de notification d'accident / incident du BARPI.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'opération de nettoyage à l'acide nitrique du collecteur de liqueur verte n° 2, réalisée en avril 2021, a fait l'objet d'une offre technique et commerciale du prestataire de FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, puis elle a été encadrée par un plan de prévention. Selon le plan de prévention, présenté à l'inspection lors de la visite, cette opération était planifiée du 19 au 23 avril 2021. Dans le cadre de l'établissement de ce plan de prévention, une inspection préalable commune du lieu de l'opération a été effectuée, le 13 avril 2021, par FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS et son prestataire. Une autorisation d'intervention a été délivrée par FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS le 19 avril 2021. La fiche de l'inspection préalable commune et l'autorisation d'intervention ont été présentées à l'inspection lors de la visite. Postérieurement à la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse des risques liée à l'opération de nettoyage chimique d'une tuyauterie de liqueur verte du site FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, établie le 14 avril 2021 par le prestataire. Selon FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, les opérations d'acidage visant au débouchage d'installation sont effectuées en moyenne tous les 2 à 4 ans sur le site. Ces opérations sont faites hors du cadre des petits et grands arrêts du site. Lors de la visite, FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS a indiqué qu'une nouvelle opération d'acidage était planifiée fin juin-début juillet, mais celle-ci a été décalée dans l'été. L'analyse des risques liée à cette nouvelle opération et un mode opératoire, établis par le prestataire, ont été communiqués à l'inspection postérieurement à la visite objet du présent rapport. L'offre technique et commerciale du prestataire établie pour l'opération d'acidage d'avril 2021 précisait que pour maîtriser la sécurité du site, 2 personnes seraient mobilisées : 1 opérateur et 1 chimiste/chef d'équipe, ce dernier pilotant l'ensemble des opérations. Le plan de prévention de cette opération indiquait également que 2 salariés étaient prévus. Mais, l'audition du personnel FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS effectuée lors de la visite, a montré que lors de l'incident, un seul salarié du prestataire était présent. FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS clarifiera ce point en lien avec son prestataire. En l'absence d'élément justifiant qu'un seul salarié du prestataire était nécessaire le 21 avril 2021 vers 20 h 00 (alors que les documents encadrant la réalisation de l'opération d'acidage mentionne 2 salariés sans critère d'horaire ou de phases de travaux), l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les procédures et les instructions ont totalement été mises en œuvre le 21 avril 2021 pour permettre la réalisation en sécurité de l'opération d'acidage le 21 avril 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">- des tournées régulières sont réalisées par son prestataire lors des opérations d'acidage, afin de vérifier leur bon déroulement ;- après la fin de l'acidage, les opérations de reconnexion des installations sont réalisées par le personnel FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS. À la remise en service, un test est réalisé avec de la liqueur blanche faible. <p>Lors de la visite, la réalisation effective de ces actions, pour l'opération d'acidage d'avril 2021, n'a pas fait l'objet d'une vérification par l'inspection, l'opération étant ancienne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : POI – schéma d’alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats : Selon FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS, la fuite d'acide nitrique et la formation d'un nuage coloré ont été constatées visuellement par le personnel du prestataire. Suite à ces constats, l'opération de rinçage a été immédiatement arrêtée afin de stopper l'émission du panache d'acide nitrique.</p> <p>L'émission d'acide nitrique a été maîtrisée dans un délai court (de l'ordre de quelques minutes).</p> <p>Des mesures ont été prises durant ce laps de temps pour éloigner le personnel présent de la zone concernée. Le cadre d'astreint a été contacté. Ce dernier s'est rendu sur le site en quelques minutes. Selon lui, à son arrivée, le nuage s'était dissipé.</p> <p>Cet événement n'a pas conduit à déclencher le Plan d'Opération Interne [POI] du site. Au regard de la durée des émissions au niveau du clarificateur, des faibles quantités d'acide nitrique potentiellement émises au regard de l'étude de dangers, et des actions rapides prises par l'exploitant pour maîtriser les conséquences de cet incident, la non activation du POI apparaît cohérente avec le schéma d'alerte du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation (procédures d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Selon FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS : <ul style="list-style-type: none">- hormis pour mettre en sécurité le chantier et rejoindre le point de rassemblement, le personnel sous-traitant réalisant les opérations d'acidage n'intervient pas dans la mise en œuvre des moyens d'intervention du site ;- les informations sur la conduite à tenir sont dispensées aux entreprises extérieures par le biais du plan de prévention (ou par le biais du protocole de sécurité pour les transporteurs). Tout intervenant d'une entreprise extérieure présent dans l'usine doit avoir sur soi une fiche cartonnée qui synthétise les principales informations à retenir ;- une revue des principales informations du plan de prévention est effectuée lors de la signature du plan de prévention. L'inspection a pu constater que le plan de prévention de l'opération d'acidage réalisée en avril 2021 comportait notamment en pièces jointes : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la fiche cartonnée synthétisant les principales informations à retenir en cas d'accident/d'incident ;- une consigne générale pour les plans de prévention. Cette consigne précise la conduite à tenir en cas de déclenchement de la sirène POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que du personnel sous-traitant peut être présent sur site lors des exercices POI et que cela a été le cas lors du dernier exercice qui a eu lieu le 30 juin 2022 en milieu de matinée.</p> <p>Le compte-rendu de cet exercice n'a pas encore été diffusé. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le respect, par les sous-traitants, des consignes lors de l'exercice sera tracé dans ce compte-rendu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evaluation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Evaluation
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. [...]
Constats : Selon le système de gestion de la sécurité du site : - une évaluation "fournisseur" est faite annuellement par le service Achats dans le cadre du suivi Qualité. Le premier critère d'évaluation concerne la sécurité. Un fournisseur dont la cotation est mauvaise est convoqué pour expliquer et définir ce qu'il compte faire pour améliorer ses résultats. Selon la nature des faits constatés, il peut y avoir une exclusion temporaire ou définitive du site. - des audits ponctuels sont réalisés par les chefs de chantiers, avec pour objectif de vérifier la connaissance et la prise en compte des éléments relatifs à la sécurité. Il y a arrêt du chantier si les constats sont alarmants. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les évaluations ne concernent en fait pas les sous-traitants qui réalisent des opérations ponctuelles sur le site hors arrêts techniques. Par conséquent, le prestataire ayant réalisé l'opération d'acidage d'avril 2021 n'a pas été évalué pour cette opération. L'inspection a pu, en revanche, constater que FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS procède à des audits de chantier. Des comptes-rendus d'audits ont été présentés à l'inspection lors de la visite. En l'absence de critères dans le SGS précisant la nécessité ou non d'effectuer une évaluation "fournisseur", l'exploitant n'est pas en mesure de justifier totalement qu'une évaluation du respect des objectifs fixés dans le cadre du système de gestion de la sécurité est réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse de risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'analyse de risques
Prescription contrôlée : L'analyse de risques, au sens de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.
Constats : L'évaluation préliminaire des risques, annexée à l'étude de dangers en vigueur, n'intègre pas les installations liées à la liqueur verte. De plus, de la visite d'inspection a montré que les opérations d'acidage réalisées pour le compte de FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS nécessitent l'apport, par le sous-traitant, d'une citerne de 20 m ³ d'acide nitrique à 55 % environ. Mais l'évaluation préliminaire des risques n'examine pas les risques liés à ces opérations d'acidage ni ceux liés à la présence de la citerne d'acide nitrique. Les seuls risques liés à l'acide nitrique examinés dans l'étude de dangers en vigueur du site sont ceux associés au réservoir fixe de stockage d'acide nitrique présent sur le site et aux opérations de dépotage dans ce bac. Ce constat de l'inspection n'amène pas à proposer de suite administrative ni n'est susceptible de suite administrative. En revanche, une observation est formulée par l'inspection. Cette observation est mentionnée ci-dessous.
Observations : En application des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1 ^{er} avril 2019, l'étude de dangers doit faire l'objet d'un réexamen avant le 18 juillet 2023 au plus tard. Le prochain réexamen de l'étude de dangers devra prendre en compte le retour d'expérience issu de l'incident du 21 avril 2021 et examiner les risques associés aux installations liées à la liqueur verte, aux opérations d'acidage et à la présence de la citerne d'acide nitrique apportée par le prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet